

LA DECROISSANCE UN ATOUT POUR LE COMMUNISME ?

Daniel Lesage, Fédération du Vaucluse, section de Avignon

Notre Parti dispose depuis sa création, d'un outil remarquable pour mener ses réflexions et ses combats, qui est le marxisme. Vers la fin de son travail théorique, Karl Marx avait commencé à aborder la dimension écologique de la lutte des classes et notamment le fait que le capitalisme surexploite méthodiquement les travailleurs mais aussi la nature pour satisfaire à n'importe quel prix, son insatiable appétit de profits. Ce marxisme, nous avons la responsabilité de le faire vivre, évoluer en fonction de l'évolution des contradictions, du rapport de forces, de l'avancement de la crise du capitalisme et de la manière dont il agit pour les surmonter.

Aujourd'hui, plus de 100 ans après que Karl Marx ait disparu, on voit bien que ses intuitions et ses premières analyses sur la question de l'environnement étaient pertinentes et on constate que la question du traitement réservé à la nature, la question de l'écologie est devenue prégnante pour tenter de conserver une planète vivable, particulièrement pour l'espèce humaine. Longtemps la dimension productiviste a été totalement dominante dans le marxisme particulièrement dans le contexte du dogmatisme stalinien. Mais on commence à bien comprendre désormais qu'il ne peut pas y avoir de croissance infinie sur une planète finie, que les ressources naturelles sont surexploitées et sont appelées à se raréfier. On voit d'ailleurs que leur contrôle fait l'objet de luttes de plus en plus féroces entre les puissances impérialistes et en premier lieu l'impérialisme yankee qui ne prend désormais même plus la peine de dissimuler ses objectifs prédateurs et de domination décomplexée.

La gravité de la situation ne peut échapper à quiconque se donne la peine de consulter les travaux scientifiques. Le site gouvernemental français « L'Agenda 2030 en France » que l'on ne saurait soupçonner de catastrophisme a publié le 28 septembre 2025 l'analyse suivante :

« Le Planetary Boundaries Science Lab vient d'annoncer que sept des neuf limites planétaires définies pour garantir un fonctionnement stable de la Terre ont désormais été franchies. La dernière en date concerne l'acidification des océans, phénomène directement lié à l'absorption du dioxyde de carbone émis par nos activités. Depuis l'ère préindustrielle, le pH de surface des océans a chuté d'environ 0,1 unité, soit une hausse de 30 à 40 % de l'acidité. Une évolution lourde de conséquences pour les coraux, les mollusques ou encore le plancton calcaire, piliers de la biodiversité marine et de nombreuses chaînes alimentaires.

Ce franchissement s'ajoute aux limites déjà dépassées : changement climatique, érosion de la biodiversité, perturbations des cycles de l'azote et du phosphore, changement d'usage des sols, pollutions chimiques et gestion de l'eau douce. Ne demeurent encore dans la « zone sûre » que la couche d'ozone stratosphérique et les aérosols atmosphériques.

Les enjeux sont multiples. L'acidification fragilise les récifs coralliens, réduit la résilience des écosystèmes marins et menace la sécurité alimentaire de millions de personnes dépendant de la pêche. Elle affecte aussi la capacité des océans à jouer leur rôle de régulateur du climat en absorbant le CO₂. »

Après ce panorama délétère, le site présente un pseudo remède qui consiste en un mélange de vœux pieux et de plates généralités : « Mais au-delà du constat, des leviers existent : réduire drastiquement les émissions de gaz à effet de serre, protéger et restaurer les écosystèmes côtiers, réguler les activités maritimes, renforcer la coopération internationale. ». Evidemment rien qui remette en cause le système capitaliste ni le productivisme. Cela rappelle la déclaration surréaliste de E. Macron le 12 juillet 2021 qui annonçait doctement vouloir : « réconcilier la croissance et l'écologie de production », annonce qui dégageait un fort parfum d'enfumage, tout comme la fable

du ruissellement et sa politique de l'offre qui est un échec accentuant la pauvreté et gavant les ultra riches.

Plus sérieusement, il faut donc reconsidérer totalement les modes de production et de consommation qui prévalent depuis des décennies au sein du capitalisme mondialisé et financiarisé, mais cela va être l'occasion d'une bataille idéologique et politique majeure entre les acteurs de la transformation et les forces capitalistes dans toute leur puissance qui englobe, ne l'oublions pas, la quasi totalité des médias qui veulent absolument dissimuler le caractère écocidaire du capitalisme.

On peut voir à cela deux raisons principales, la recherche de la sobriété va entrer en conflit direct dans de nombreux domaines avec la recherche du profit maximum dans le minimum de temps qui est la norme aujourd'hui pour satisfaire les actionnaires et deuxièmement le système capitaliste va utiliser tous les moyens possible pour faire peser le coût de la transition sur les couches modestes et moyennes de la société, non sur les privilégiés et encore moins sur les ultra riches ou les grandes entreprises, c'est pourquoi la transformation sociale doit nécessairement accompagner la transition écologique.

La décroissance est un ennemi mortel du capitalisme tout comme le communisme et le socialisme avant lui. Décroissance et communisme ont donc un ennemi commun, mais qui plus est on va voir qu'ils ont vocation à être complémentaires. D'ailleurs, on peut observer que la violence idéologique, répressive policière et judiciaire se déchaîne autant sur les organisations et les actions qualifiées d'écoterroristes que sur le mouvement social et syndical, tout particulièrement la CGT. C'est le même processus de criminalisation méthodique qui frappe ces deux ensembles pour tenter d'empêcher les luttes.

A ce stade il faut souligner que la décroissance ne pourra avoir lieu qu'en donnant aux travailleurs concernés un rôle majeur dans les processus transformateurs, rien d'efficace ne pourra être fait sans une adhésion et un contrôle populaires. Dans ce cadre, il faut donc examiner la question des rapports entre communisme et décroissance pour tenter de construire un projet et élaborer un marxisme adapté au XXI ème siècle qui retrouve toute sa force propulsive.

Ecartons d'abord la confusion fréquente entre décroissance et récession économique. La récession, concept économique, consiste en une baisse du produit intérieur brut – indicateur dont la pertinence fait largement débat- d'un Etat durant deux trimestres consécutifs. La décroissance, telle que présentée ici, est un concept philosophique et politique encore assez peu présent dans le débat politique en France et qui n'est généralement évoqué que pour le rejeter.

Pour ce qui concerne les communistes, le plan « Empreinte 2050 plan climat pour la France » produit par le Parti, décrit déjà, avec notre volonté politique d'électrification générale des usages – aujourd'hui en panne-, certaines perspectives de décroissance et de sobriété.

Un reproche qui est fait à la décroissance est qu'elle va provoquer une désindustrialisation Observons d'abord que la désindustrialisation a été forte en France, ces dernières décennies sans que la décroissance y soit pour quoi que ce soit. Il est vrai que la décroissance conduit très logiquement à remettre en cause certaines activités industrielles ou du numérique. Une transformation qui saute aux yeux est la substitution du rail au transport routier qu'il s'agisse de marchandises ou de voyageurs. Cela est incontournable pour réduire émissions de gaz à effet de serre, les diverses pollutions comme par exemple celle due à l'usure des pneumatiques, améliorer la mobilité dans les zones urbaines ainsi que la sécurité sur le réseau routier et autoroutier et cesser de détruire des terres agricoles pour des projets routiers ou d'aéroports inutiles.. De ce fait la fabrication de trains, de tramways et de bus va se substituer progressivement à celle de camions et de voitures particulières.

La transformation de l'agriculture productiviste en agriculture paysanne va entraîner le dépérissement de tout un pan de l'industrie chimique qui fabrique les pesticides, les engrais et les produits phytosanitaires issus de la chimie, utilisés massivement par l'agriculture productiviste. On ne pourra pourtant pas continuer à stériliser les terres agricoles, ni à miner la santé des consommateurs et des agriculteurs, ni à détruire la biodiversité dans nos campagnes. Le combat populaire contre la loi Duplomb en témoigne. En contrepartie, il y a nécessité de développer une industrie nationale du médicament avec, notamment, la création d'un pôle public du médicament.

L'industrie pétrolière ensuite va régresser, car l'électrification des usages, réduira fortement la consommation de produits pétroliers. Parait aussi appelée à régresser beaucoup l'industrie de la téléphonie mobile et de tous les objets connectés qui vont avec, qui constituent des consommations parasites (y compris la 5G) et une utilisation à mauvais escient de métaux et de terres rares dont on a besoin pour les énergies renouvelables en particulier. En outre, il faut cesser d'envoyer dans l'espace des milliers de satellites pour les réseaux internet satellitaires, liés notamment aux objets connectés. Starlink en a déjà mis 9 600 en orbite et prévoit de continuer créant des pollutions et un risque de collisions en chaîne qui n'épargnerait pas les satellites très utiles pour la vie quotidienne, météorologiques ou GPS par exemple. Au sol, c'est l'explosion du nombre et de la puissance des data centers très énergivores qu'il faudra réguler drastiquement.

Autre industrie appelée à réduire beaucoup son activité, celle de l'armement ; la chose doit s'envisager dans le cadre d'accord internationaux multilatéraux de sécurité et de désarmement, sous l'égide de l'ONU, destinés à garantir à tous les pays leur intégrité, leur souveraineté et une paix durable. De même on peut subodorer la réduction de la production d'avions, même civils, et des monstrueux paquebots de croisière hyperpolluants.

Si certains secteurs économiques sont appelés à voir leur activité réduite, d'autres sont appelés à se développer, comme dans l'éducation, la santé, la recherche scientifique et plus globalement dans le « care », les services et les soins à la personne au sens large. Le travail du « care » n'est pas seulement socialement nécessaire, particulièrement dans une société vieillissante, il est également à faible émission de carbone et à faible utilisation de ressources naturelles. Il est aujourd'hui dévalorisé socialement et très mal payé, ce qu'il faudra rectifier.

Plus généralement il faudra privilégier la mise en valeur et l'accès large de tous aux communs, avec des opérateurs publics et une gestion citoyenne et démocratique au lieu de pratiquer une politique mercantile de privatisation et de fausse concurrence. Cela est par exemple frappant pour le logement qui connaît une grave crise dans notre pays. Il faut donc construire beaucoup plus, particulièrement du logement social et très social avec des matériaux plus écologiques que le traditionnel béton. Pour la production de ces matériaux, la création ou le développement de filières nationales de production est nécessaire et sera créatrice d'emplois. On voit donc qu'il faudra mettre fin à la casse des services publics et les doter des moyens d'accomplir pleinement leurs missions pour satisfaire les besoins réels de la population et non multiplier les activités et productions vendues à bas prix, voire nocives comme, par exemple, les industries agro-alimentaires qui inondent le marché avec des produits ultratransformés, trop gras, trop sucrés et bourrés d'additifs, survendus grâce à un pilonnage publicitaire qui commence dès le plus jeune âge, au détriment de la santé publique. Avec le concours des collectivités territoriales, on devra permettre à tous nos concitoyens d'accéder à une alimentation saine et abordable tant à la maison que dans la restauration collective.

Pour financer ces transformations, il conviendra de créer un pôle financier public qui orientera ses financements en fonction des efforts des entreprises en matière d'emploi, de salaires de formation continue et d'écologie. Simultanément, il faudra augmenter les salaires, les retraites et les minima sociaux, promouvoir une France du travail au lieu d'une France des dividendes. On devra restaurer la justice fiscale et amplifier fortement la lutte contre la fraude et l'évasion fiscales, avec une fiscalité plus redistributive et qui n'épargne plus les ultra riches. A cet égard la taxe « Zucman » approuvée par 83% des Français, constituera une première étape. Cela permettra d'améliorer les capacités de financement des services publics, tout comme la refonte totale et la réduction des 211 milliards d'aides publiques aux entreprises sans contrepartie, sans contrôle et sans évaluation, cela selon les préconisations du rapport sénatorial de F. Gay. La politique migratoire qui est une source de main d'oeuvre et de richesse pour le pays devra être profondément valorisée au moment où la natalité est en baisse. Elle devra respecter la dignité des personnes, garantir l'égalité républicaine dans la plénitude des droits de tous. Cela suppose notamment, une régularisation générale des sans-papiers comme le gouvernement espagnol de gauche est en train de le faire.

L'enjeu de cette évolution de notre théorie marxiste est considérable pour l'avenir de l'humanité. Cette transformation doit avoir pour visée historique de passer d'une société de l'avoir, de la destruction de la nature, de l'aliénation, du profit capitaliste et du gaspillage consumériste, à

une société de l'être, du savoir, de la protection de l'environnement, de la sobriété, de la pleine citoyenneté y compris sur les lieux de travail et de la fraternité.

NB Cette contribution ne traite délibérément pas de l'importante question du pouvoir d'Etat.